

Extrait du Site officiel des Ceméa - Mouvement national d'éducation nouvelle

<http://www.cemea.asso.fr>

# **Jeunesses en régions : un chantier d'avenir**

- ACTUALITÉS & EVENEMENTS - Textes et actualités militants -

Date de mise en ligne : jeudi 30 juillet 2009

---

**Site officiel des Ceméa - Mouvement national d'éducation nouvelle**

---

**Nous consacrons le dossier "Vers l'éducation nouvelle " n° 535 aux journées « Jeunesses en régions » qui se sont tenues en mars dernier à Nantes. L'occasion pour les Ceméa de dresser un premier bilan national et régional, de présenter nos réflexions et les perspectives qui se dessinent avec les régions résolues à se positionner comme actrices centrales des politiques de jeunesse et consolider leur partenariat avec les associations de jeunesse et d'éducation populaire. Joelle Bordet, intervenante durant ces journées nous dresse le portrait d'une génération qui n'aurait plus confiance ni dans les autres ni dans la société. Et Jean François, en participant passionné et critique, nous livre son point de vue sur l'incompatibilité qu'il y aurait entre le langage des jeunes et celui des politiques, l'impossibilité d'une réelle communication entre les jeunes et les politiques ?**

L'opération « Jeunesses en régions » était une initiative de l'Association des Régions de France (ARF), organisée par la Région Pays de la Loire, en partenariat avec les Ceméa, les Francas et la Ligue de l'enseignement ; ces trois mouvements assumant également le rôle de maîtres-d'oeuvre. Cette opération, qui a débuté dès le mois de juin 2008, comprenait une rencontre nationale qui s'est déroulée à Nantes les 19 et 20 mars 2009, ainsi que des initiatives prises en amont dans chacune des régions par les Conseils régionaux, avec leurs partenaires, dont les mouvements d'éducation populaire. Ces initiatives labellisées « Jeunesses en régions : les ateliers régionaux », ont nourri les travaux de la rencontre nationale de Nantes et ont fait une place particulière à l'expression de la jeunesse.

\*

L'enjeu de ces rencontres était de dresser un bilan de l'action des Régions en matière de politiques de jeunesse (les montrer et les évaluer, rendre compte de leur valeur) mais aussi de formuler des propositions pour l'avenir. L'ensemble des politiques de jeunesse, produites ou relayées en Régions, à l'initiative ou avec le concours des collectivités régionales, étaient donc concernées. Pour définir les contours du sujet, il était convenu de croiser les besoins des jeunes et les compétences des Conseils régionaux au-delà de leurs compétences obligatoires, c'est-à-dire en prenant en compte la réalité de l'action des Régions.

Le choix du pluriel « jeunesses » signifiait notre volonté de penser la jeunesse dans son ensemble. Nous voulions examiner les besoins des jeunes dans leur diversité (emploi, logement, santé, culture, formation, orientation, engagement, mobilité) et prendre en compte les différents publics auxquels s'adressent les Conseils régionaux, en particulier les apprentis, les lycéens et les étudiants. L'accès à l'autonomie et l'émancipation des jeunes constituait le fil rouge de nos travaux. Ce parti-pris permettait aussi de mettre en valeur les politiques qui visent à valoriser les capacités créatives des jeunes, les considérant comme « ressources » selon l'expression européenne.

Au-delà des sujets majeurs qui tiennent aux conditions de vie et à travers lesquelles les Conseils régionaux dessinent une politique qui vise à combattre les inégalités sociales, il était important de ne pas oublier la question de la citoyenneté des jeunes. L'émancipation des jeunes générations passe aussi par le fait qu'ils trouvent une place de citoyen dans la société. La mise en place des Conseils régionaux de jeunes, les aides aux initiatives, l'implication des Régions dans le développement d'une véritable démocratie lycéenne, sont autant d'éléments qui contribuent à ce que les jeunes perçoivent que la société compte sur eux et forment ce que l'on peut appeler « une politique de reconnaissance »

**Les ateliers régionaux** Les mouvements d'Education populaire voulaient faire de la participation des jeunes eux-mêmes la marque de fabrique de leur contribution à l'initiative de l'ARF. Nous prévoyions donc de partir à la rencontre des jeunes, et plus particulièrement ceux qui participent à la vie de la cité, afin de faire remonter leurs attentes et leurs propositions pour l'avenir de leurs territoires. L'objet de la mise en oeuvre des ateliers régionaux était donc double : - Permettre la parole des jeunes autour des politiques régionales les concernant où sur les sujets liés à leur vie quotidienne. - Développer les relations entre les Conseils régionaux et les associations, dans le cadre

d'un travail partenarial autour de la réflexion et de la mise en oeuvre des ateliers. Au final, la grande majorité des régions (vingt et une au total) aura connu, à travers la mise en oeuvre de « Jeunesses en Régions », à la fois la mise en place d'ateliers régionaux (dans des formes très diverses) ou des rencontres avec les associations. Il reste néanmoins que c'est bien l'organisation de ces ateliers régionaux qui a permis de concrétiser l'un des enjeux majeurs pour notre mouvement : celui de créer et de resserrer les liens avec les Conseils régionaux. Il ne s'agissait pas d'une seule opportunité politique même si celle-ci compte, il s'agissait de pouvoir fonder une reconnaissance sur le fond, sur nos capacités à proposer et animer une réflexion sur les questions de politiques jeunesse. La réussite de ces ateliers atteste de nos capacités à agir sur ces questions, à pouvoir co-construire des objectifs politiques cohérents à l'échelle de nos territoires. **Les journées de Nantes** Marquée par la concomitance des dates avec le mouvement social du 19 mars, la rencontre « Jeunesses en Régions » a cependant connu une affluence conforme aux attentes avec huit cent personnes présentes. La répartition par régions montre une participation effective de toutes les régions ayant envoyé une délégation à Nantes pour ces deux journées. Il est difficile d'avoir une appréhension précise du nombre de représentants par statuts, au regard des inscriptions. Notons simplement quelques éléments d'appréciation : - Ce sont les élus des Régions qui ont le plus annulé leurs inscriptions pour être présents dans les manifestations dans leurs territoires le 19 mars. Ainsi, plusieurs d'entre elles ne comptaient aucun élu dans leur délégation.

- La présence de l'Education nationale, et au-delà de l'Etat, également très faible. - Une présence des jeunes relativement importante. Concrètement, nous dénombrons quarante membres de Conseils régionaux de jeunes, trente-deux lycéens. A ce chiffre, il faudrait ajouter les jeunes représentants des associations présentes sur la manifestation, ainsi que les militants des associations qui sont intervenus sur la préparation et l'organisation : c'est donc entre cent cinquante et deux cents jeunes qui auront participé à ces rencontres. Les conférences d'ouverture et de clôture avec Joelle Bordet et Philippe Meirieu, les quatre tables rondes, les dix-huit ateliers proposés ont connu un vif succès. Au-delà d'une satisfaction globale sur l'organisation, le déroulé, l'accueil sur les journées de Nantes, la place des jeunes dans la manifestation est à prendre en compte. Cette question est au coeur des éléments mitigés d'appréciation sur la manifestation. Leur place, leur espace d'expression, le temps réservé pour eux... Ces éléments reviennent souvent, même si certaines délégations de jeunes ont, a contrario, une vision positive de leur présence à Nantes. Sans doute, un flou est-il posé, dans certaines expressions, sur la nature des journées à Nantes. Nous n'étions pas dans un rassemblement de jeunes, dans une rencontre dédiée à l'expression des jeunes mais bien à l'aboutissement d'une démarche qui en amont avait permis l'expression des jeunes dans les Régions et qui devaient trouver à Nantes, un temps de synthèse. Des moments particuliers étaient posés sur la place des jeunes : dans les ateliers, comme témoin de ce qui s'était passé dans leur région respective, dans la matinée du 20 mars lors de la rencontre entre les élus et les jeunes. Certains jeunes ont émis leur frustration de ne pas avoir assez de temps pour s'exprimer. Au-delà, cette question reste complexe, elle met en perspective la question de la légitimité, de la prise en compte, de l'organisation de la parole des jeunes dans ce type de démarche et de manifestations. Cette initiative qui devrait trouver un nouvel élan en 2011 à Bordeaux, devra considérer cette question et en faire l'objet d'une réflexion spécifique. -

## Jean-Luc Cazaillon, Christian Gautellier membres de l'équipe de direction des Ceméa

---

\* Vous trouverez [sur le site](#) : les autres interventions, notamment celles de Jacques Auxiette, Président de la Région Pays de la Loire et de Philippe Meirieu, ainsi que d'autres ressources sur les politiques jeunesse.